

## **AUSTÉRITÉ, LICENCIEMENTS, MILITARISATION... LE MONDE DU TRAVAIL DOIT PASSER À L'OFFENSIVE CONTRE LA POLITIQUE MACRON-LECORNU AU SERVICE DU CAPITAL !**

**Après 10 années au pouvoir, Macron continue de gesticuler malgré le discrédit et le rejet de sa politique. Lecornu réunit les ministres et annonce un nouveau budget d'austérité.** Les cibles sont toujours les mêmes : nos prestations sociales, nos retraites, nos services publics. Pendant ce temps le gouvernement protège les intérêts du patronat et des financiers en s'assurant que l'argent coule à flots pour l'armée et l'industrie de l'armement .

**Les périodes de canicule et les incendies ont dramatiquement révélé les choix du pouvoir politique contre le monde du travail.** Cette situation illustre le refus du pouvoir de prendre en compte la réalité du dérèglement climatique et ses conséquences. Ces décisions politiques ont également conduit au manque chronique de personnels et de moyens dans l'éducation, la santé, le logement social, les services publics...

Dans les longues périodes marquées par des températures extrêmes, nous avons dû faire face et bricoler dans l'urgence pendant que le gouvernement psalmodiait son autosatisfaction.

Même chose pendant les incendies dévastateurs de l'été qui ont touché de nombreux départements et en particulier notre région, 10 % de la forêt girondine est partie en fumée.

Seulement 12 avions Canadair pour protéger l'ensemble du territoire dont une grande partie non disponible pour cause de maintenance alors qu'un avion militaire Rafale sort d'usine tous les 10 jours !

Par ailleurs, les différents gouvernements ont fait le choix de réduire le nombre de CIS (Centre d'Incendie et de secours), utiles à la protection des populations. En effet, ils sont passés de 8700 en 2002 à moins de 7000 aujourd'hui. Face aux mégafeux et malgré le manque de personnels, les pompiers, les agent.es de la sécurité civile, de l'ONF, les soignant.es et tous les services publics ont lutté avec l'aide de la population qui a su s'organiser face aux carences de l'État.

**Ces évènements montrent bien comment la politique de Macron, fidèle valet de la bourgeoisie et du MEDEF, a choisi de protéger le capital au détriment des populations et particulièrement des travailleur.euses les plus précaires toujours en première ligne lors de ces crises.**

**L'Éducation nationale n'échappe pas à cette politique de sape.** Les personnels en sont les premières victimes : fermetures de classe, milliers de postes supprimés à cette rentrée.

**Le gouvernement tente de faire diversion à grand renfort de communication mensongère sur le salaire des enseignant-es.** Ces statistiques sont tronquées : rien sur le blocage du point d'indice ni sur les centaines de milliers de personnels enseignants et administratifs contractuels, ATSS, AED, AESH aux salaires indignes.

**L'urgence est à l'augmentation des salaires de tous les personnels** dans un contexte d'inflation galopante : prix du carburant, coût des denrées alimentaires et de l'énergie...

**Fait marquant de cette rentrée, la mise en place des PAS, nouveau renoncement à une véritable politique d'inclusion scolaire.** Ce plan social déguisé à l'égard des AESH dégrade encore nettement leurs conditions de travail : incertitude sur le lieu d'exercice et l'emploi du temps, coût des déplacements et vague de licenciements pour celles et ceux ayant refusé de signer l'avenant. Dans les classes, des conditions toujours plus difficiles pour tous·tes : personnels et élèves.

**Sur tous les sujets le ministère s'oppose aux intérêts des personnels :** adaptation du bâti aux conditions climatiques, sécurisation des données personnels et des espaces numériques de travail... Pas d'ambition pour le ministère si ce n'est de déléguer une partie de nos missions à l'armée et aux entreprises avec la volonté de faire de nos jeunes de bon·nes petit·es soldat·es plutôt que des travailleur·euses émancipé·es.

**Nous invitons l'ensemble des militant·es et collègues à s'emparer de ces questions et à les faire vivre sur nos lieux de travail. Travailleur.euses de l'éducation et de tous secteurs professionnels, imposons d'autres choix et mobilisons-nous pour un Ecole émancipée dans une autre société !**

Bordeaux le 25 août 2026

**CGT Educ'Action Aquitaine :**  
Bourse du travail, Bureau 101, 44 Cours Aristide Briand  
33000 BORDEAUX  
Tel : 05 56 91 80 54 / 06 82 26 09 03  
Courrier électronique : bordeaux@cgteduc.fr